



**Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration
Séance du 12 décembre 2024**

OBJET : CONVENTION D'OPERATION – ETAT (garant) –Saint Christophe en Oisans– Convention d'opération « Hameau la Bérarde » –
Délibération n°10

Le douze décembre deux mille vingt-quatre à douze heures, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **17**
Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **11**

Administrateurs présents : 7

M. AMADIEU, M. CORBET, M. MOREAU, Mme PANTEL, Mme MARTIN-GRAND, M. MATHIEU, M. OLLEON

Administrateurs absents ayant donné pouvoir : 4

Mme MARDIROSSIAN à M. CORBET ; Mme BELAIR à Mme PANTEL ; M. CLAPPAZ à M. OLLEON ; M. LONGO à M. MOREAU

Administrateurs absents et excusés : 6

Mme CENATIEMPO, M. QUEIROS, Mme BARDIN-RABATEL, M. CATTIN, M. DESPESE, M. MOCELLIN

Madame Chloé PANTEL a été nommée secrétaire de séance.

Vu l'article L 324-1 du Code de l'urbanisme qui prévoit que l'EPFL réalise pour le compte de ses membres des acquisitions foncières ou immobilières en vue de la constitution de réserves foncières en application des articles L. 221-1 et L. 221-2 et de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1.

Vu le relevé du plan d'actions décisions suite à la réunion en préfecture en date du 22 novembre 2021,
Vu la sollicitation de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné par M. le Préfet de l'Isère en réunion publique le 30 août 2024, pour acquérir, par voie amiable et si nécessaire par expropriation, 18 propriétés portant des bâtis endommagés à des niveaux variables par la crue torrentielle du Vénéon et des Étançons survenue le 21 juin 2024 sur le hameau de la Bérarde, au titre des articles L561-3 et D561-12-1 du Code de l'Environnement,

Vu le sinistre reconnu comme "catastrophe naturelle" par arrêté interministériel du 4 juillet 2024,

Vu l'arrêté pris par M. le maire de Saint-Christophe-en-Oisans le 8 juillet 2024, portant interdiction d'utilisation, de pénétration et d'occupation des bâtiments d'habitation et du camping sinistrés par la crue du 20 et 21 juin 2024.

Considérant

- la sollicitation de l'Etat pour la mise en œuvre des acquisitions foncières au niveau du hameau La Bérarde soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation, au titre de la politique de protection contre les risques naturels,
- que dans une première phase, les acquisitions à réaliser portent sur un nombre réduit de biens, très fortement endommagés, voir détruits, dont la reconstruction ne pourra être envisagée ;
- que ces biens sont explicitement listés à la convention,
- que des démarches d'acquisition amiable des biens d'habitation et des terrains nus rattachés auxdits biens d'habitation doivent être engagés, pour permettre une indemnisation des propriétaires concernés au titre du fonds Barnier, déduction faite des indemnités d'assurances.
- qu'il conviendra, si les acquisitions amiables ne peuvent être intégralement réalisées et à la demande de l'Etat, de conduire une procédure d'expropriation tant dans sa phase administrative (constitution du dossier soumis en préfecture pour déclaration d'utilité publique), que judiciaire (procédure d'expropriation),
- que les biens devraient être rétrocédés à l'euro symbolique aux collectivités locales, ou en cas de refus à l'Etat ;
- que les coûts d'ingénierie correspondent au temps de travail consenti par les agents de l'epfl du Dauphiné pour conduire et coordonner l'ensemble du plan d'actions relatif à la phase 1, seront intégrés au prix de revient de l'opération, pour cette action sollicitée par l'Etat ;
- que le prix de revient de l'opération (dépenses supportées par l'EPFL) sera pris en charge, par des subventions au titre du Fonds Barnier.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- valide l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné dans le cadre de l'opération « Hameau de la Bérarde » à Saint Christophe en Oisans ;
- approuve la convention d'opération ci-annexée, précisant les modalités d'intervention ;
- autorise l'établissement à réaliser les dépenses associées, dans la mesure où elles seront couvertes par l'Etat au titre du fond Barnier : prix d'acquisition, coûts liés aux procédures d'acquisition (frais d'actes, notaire, contentieux, procédure d'expropriation, honoraires conseil juridique, ...), coûts de maîtrise d'œuvre et de travaux liés aux travaux de proto-aménagement (déconstruction, désamiantage, dépollution, nettoyage, protection...), coûts particuliers de surveillance et de protection, coûts de portage (impôts locaux, assurance, entretien),

- valide le montant de l'ingénierie financière consacrée à la phase 1 de l'opération estimée à 46 000 € ;
- autorise le Directeur à engager la procédure d'expropriation et à signer tout document ou demande relatif aux phases administrative et judiciaire de cette procédure ;
- autorise le Directeur à solliciter l'Etat pour l'attribution des subventions au titre du fonds Barnier aux fins de la prise en charge des dépenses supportées par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné.

Conclusions : adoptées à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président

Laurent AMADIEU